

Délibération n°2024_04_11_18

Objet : Mise à jour de la délibération instaurant la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 11 AVRIL 2024

L'an deux mille vingt quatre, le onze avril, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 5 avril 2024, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 21

Nombre de membres représentés : 7

Secrétaire de séance : Romain CASAS-MATEU

Présents :

Jean-Pierre RICO - Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVASSE - Colette MORETEAU - Maryline BENEDETTI - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Romain CASAS-MATEU - Laurie BELTRA - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Patrick PASQUIER - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absents représentés :

Brigitte RODRIGUEZ pouvoir à Colette MORETEAU - Michel LITTON pouvoir à Jean-Marc LEÏENDECKERS - Pascale MARCHAL pouvoir à Maryline BENEDETTI - Benoît DELTOUR pouvoir à Olivier BOUDET - Quentin BOINET pouvoir à Xavier MIRAULT - Eric CAVAGNA pouvoir à Patrick PASQUIER - Muriel POUJOL pouvoir à Philippe CATTIN-VIDAL

Absent :

Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte :

Vu le Code général des collectivités et notamment ses articles L2333-6, L 2333-13, L2333-15, R2333-10 à 15 et R2333-16 et 17,

Vu la délibération n°09_668 en date du 28 mai 2009, instaurant la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE),

Vu la création du nouveau Code des Impositions sur les Biens et Services (CIBS) en date du 1^{er} janvier 2022 dont la recodification est prévue par étapes (ordonnance n°2021-1843 du 22/12/2021),

Vu le complément au CIBS en date du 1^{er} janvier 2024 portant sur les secteurs de la communication, de la culture et du numérique (ordonnance n°2023-1210 du 20 décembre 2023),

Eu égard à ces évolutions réglementaires récentes, il est proposé de mettre à jour la délibération n°09_668 du 28 mai 2009, la nouvelle délibération devant intervenir avant le 1^{er} juillet pour une entrée en vigueur au 1^{er} janvier suivant.

La loi a ouvert de nouvelles possibilités d'exonération et de réfaction.

Dispositifs concernés	Exonération, réfaction	Observations
Dispositifs publicitaires		
Publicité exclusivement non commerciale	Exonération de droit	Aucune délibération nécessaire
Spectacles		
Concessions municipales d'affichage	Exonération possible Réfaction 50% possible	Exonération ou réfaction applicable aux concessions dont la consultation a été engagée après la délibération
Mobilier urbain ou kiosque à journaux		
Autres publicités	Taxation	Aucune exonération ou réfaction possible
Enseignes		
Somme des surfaces $\leq 7 \text{ m}^2$	Exonération de principe	Possibilité de supprimer l'exonération de principe
Somme des surfaces $7 \text{ m}^2 < s < 12 \text{ m}^2$ (autres que scellées au sol)	Exonération possible Réfaction 50% possible	Les enseignes scellées au sol ne peuvent être exonérées ou bénéficier d'une réfaction
Somme des surfaces $12 \text{ m}^2 \leq s \leq 20 \text{ m}^2$	Réfaction 50% possible	Pas d'exonération possible
Somme des surfaces $> 20 \text{ m}^2$	Taxation	Aucune exonération ou réfaction possible
Préenseignes		
$\leq 1,50 \text{ m}^2$	Exonération possible Réfaction 50% possible	Possibilité de distinguer numérique / non numérique
$> 1,50 \text{ m}^2$	Exonération possible Réfaction 50% possible	

Il est proposé de maintenir uniquement les exonérations prévues par la délibération du 28/05/2009 soit pour mémoire :

- exonération totale applicable aux concessions municipales d'affichage ;
- exonération des surfaces dont la somme n'excède pas 7 m² (NB : elle est devenue de principe et c'est la suppression de l'exonération qui pourrait être votée).

Concernant les tarifs, la commune de Pérols faisant partie d'un EPCI de plus de 200 000 habitants, elle a la possibilité de les majorer dans la limite de la tranche de population immédiatement supérieure soit 50 000 à 199 999 habitants **mais uniquement pour les publicités et préenseignes non numériques**. Les tarifs de principe sont des tarifs maximums. Chaque tarif peut être minoré.

Dispositifs taxés	Tarifs maximums 2024**
Publicités et préenseignes non numériques	
Surface unitaire ≤ 50m²	23,30 €/m²
Surface unitaire > 50 m²*	46,60 €/m²
Publicités et préenseignes numériques	
Surface unitaire ≤ 50m²	53,10 €/m²
Surface unitaire > 50 m²*	106,20 €/m2
Enseignes	
Surface totale ≤ 12 m²	23,30 €/m²

Surface totale >12 m ² et ≤ 50m ²	46	ID: 034-213401987-20240411-2024_04_11_18-DE
Surface totale > 50 m ²	93,20 €/m ²	

* NB : le RLPI de Montpellier Méditerranée Métropole ne permet pas ce type de dispositifs.

** tarifs 2024 - dans l'attente des chiffres officiels des tarifs maximums 2025

Par ailleurs, il est rappelé que la Loi de Finances pour 2022 supprime l'obligation du dépôt de la déclaration annuelle avant le 1er mars. Seule la déclaration modificative est conservée. L'exploitant doit alors réaliser une déclaration unique dans les deux mois suivant l'installation ou la suppression d'un support publicitaire.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Maintenir l'exonération totale applicable aux concessions municipales d'affichage,
- Rappeler que l'exonération de taxe des enseignes quand la somme de leurs superficies apposées sur un immeuble, dépendances comprises, au profit d'une même activité, est égale au plus à 7 m² est devenue le principe et que la commune ne souhaite pas la supprimer,
- Dire que les tarifs applicables au 1^{er} janvier 2025 seront les tarifs maximums figurant dans la grille tarifaire 2025 (non encore publiée) de la tranche de population de la ville (<49 999 habitants) pour les enseignes et préenseignes numériques et immédiatement supérieure soit 50 000 à 199 999 habitants, pour le reste des dispositifs non numériques,
- Décider de la revalorisation automatique des tarifs au maximum du barème chaque année.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols, le 15 avril 2024

Le Maire,

Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.